



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Politique industrielle

Question au Gouvernement n° 2008

### Texte de la question

#### POLITIQUE INDUSTRIELLE

**M. le président.** La parole est à M. Daniel Fasquelle.

**M. Daniel Fasquelle.** Monsieur le Premier ministre, le génie industriel a longtemps été la marque de fabrique de la France avec de grands champions dont les Français étaient fiers : Schneider, Alcatel, Pechiney, Alstom, Thomson, Framatome... Malheureusement, nous sommes aujourd'hui victimes d'un véritable décrochage industriel,...

**M. Jean-Paul Lecoq.** Pas seulement industriel...

**M. Daniel Fasquelle.** ...la part de l'industrie dans la richesse nationale étant tombée à un niveau historiquement bas : 11 %.

Face à cette situation, le sentiment que donne le Gouvernement, c'est de ne pas avoir pris la mesure de ce drame. Comment, par exemple, avoir pu soutenir le rachat d'Ascoval par British Steel sans s'être renseigné sur la bonne santé financière du repreneur ? Comment avoir accepté l'absorption d'Alstom par General Electric, une entreprise incapable aujourd'hui de tenir ses engagements en matière d'emplois ? Comment se résoudre à voir disparaître l'ancienne usine Whirlpool à Amiens malgré les promesses présidentielles ? Comment comprendre, monsieur le Premier ministre, que vous allez bientôt augmenter les impôts des entreprises pour financer les mesures annoncées à la suite du mouvement des gilets jaunes alors que celles-ci supportent déjà 100 milliards d'euros de prélèvements de toutes sortes de plus que leurs concurrentes de la zone euro ?

**M. Maxime Minot et M. Fabien Di Filippo .** Rendez l'argent !

**M. Daniel Fasquelle.** Comme le disait le général de Gaulle, la politique la plus coûteuse, la plus ruineuse, c'est celle d'être petit. Monsieur le Premier ministre, où sont les mesures que les Français attendent pour enfin favoriser l'investissement et la modernisation de l'industrie française, éléments essentiels de notre souveraineté ? Et quand allez-vous enfin voir la France en grand et mener une politique industrielle ambitieuse pour redonner aux Français leur fierté ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

**Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.** Vous avez raison, nous avons besoin d'industries en France, parce que l'industrie est une façon de répondre à la fracture territoriale – c'est dans les territoires et non dans les agglomérations qu'on crée des emplois industriels. C'est aussi une façon de favoriser des carrières qui paient mieux – 20 % de plus que dans les autres secteurs en

moyenne – et de favoriser les promotions internes grâce à la formation continue.

Or, alors que ce n'était plus le cas depuis vingt ans, notre industrie recrute : 4 900 emplois de plus au premier trimestre selon les chiffres de l'INSEE. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) L'emploi a progressé dans l'industrie en 2017, en 2018. Et tout cela n'est pas un hasard car, vous l'avez souligné, nous tranchons, après vingt ans de destruction industrielle massive qui explique probablement la situation actuelle dans les territoires et à laquelle nous devons apporter une solution. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM.*)

Oui, nous menons une politique industrielle ambitieuse. Oui, nous défendons, à l'échelle européenne, la filière de la batterie électrique, premier projet à succéder à la nano-électronique. Je ne crois pas avoir vu de projet d'une telle ampleur, au cours de ces dix dernières années.

**Mme Sylvie Tolmont.** Vous plaisantez !

**Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État.** Oui, nous accompagnons la montée en gamme de nos industries avec 500 millions d'euros au service de l'industrie 4.0. Et c'est bien pourquoi nous gagnons des parts de marché. Oui, enfin, nous recrutons grâce à la réforme du marché du travail, grâce à la réforme de la formation professionnelle, grâce aux 15 milliards d'euros investis dans les compétences.

Car quel est le premier blocage au développement de l'industrie ? Vous le savez : c'est le recrutement, c'est la difficulté à trouver des compétences. Nous avons certes à traiter des dossiers difficiles mais j'aimerais aussi entendre parler des bons résultats (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), ne serait-ce que ceux du baromètre EY mesurant l'attractivité de la France, publiés ce matin, qui montrent que la France est en train d'avancer là où le Royaume-Uni et l'Allemagne reculent. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupe LaREM et MODEM.*)

**M. Pierre Cordier.** Vous ne dites rien des conclusions du FMI publiées hier...

**M. Fabien Di Filippo.** Pensez à changer de fiche la prochaine fois !

## Données clés

**Auteur :** [M. Daniel Fasquelle](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (4<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2008

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

**Ministère attributaire :** Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [5 juin 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 juin 2019](#)